



Contre l'escalade guerrière israélienne

SOUTENUE PAR LES GRANDES PUISSANCES

Israël étend sa guerre au Moyen-Orient : après la destruction de Gaza, le bombardement et l'invasion du Liban, des dizaines de milliers de morts, de blessés et des centaines de milliers de déplacés, il a attaqué des bases militaires en Iran, sous prétexte de riposter après les tirs de missiles iraniens. La politique belliqueuse de Netanyahu menace d'embraser toute la région.

Les guerres de Netanyahu et leurs cibles

L'État d'Israël prétend se défendre contre ce qu'il considère comme une menace : le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais ou la dictature des mollahs en Iran. Pourtant, il s'est bien souvent accommodé de ceux qu'il désigne aujourd'hui comme des ennemis. Les gouvernements israéliens successifs ont au départ soutenu le Hamas pour diviser les Palestiniens et l'ont ensuite laissé régner sur les Gazaouis enfermés. Ils se sont satisfaits que le Hezbollah réprime la contestation populaire au Liban en 2019, et n'ont pas bougé quand le régime iranien écrasait le peuple qui se révoltait en 2022 contre l'oppression des femmes et la misère.

La coalition d'extrême droite de Netanyahu entretient l'état de guerre pour ses propres intérêts et pousse son projet colonialiste de Grand Israël, c'est-à-dire l'annexion de nouveaux territoires en expulsant les populations arabes qui y vivent. Les victimes des guerres de l'État d'Israël sont d'abord les populations pauvres de Gaza ravagée, de la Cisjordanie occupée et du Liban.

Ce terrorisme d'État israélien est une vaste opération de « nettoyage ethnique », avec la technologie militaire moderne : les bombardements massifs, l'occupation militaire, l'exil forcé et interminable de près de deux millions de Gazaouis qui n'ont pas la possibilité de sortir de leur territoire exigu, le ciblage des hôpitaux et des écoles transformées en abris, la famine provoquée par le

blocage israélien de l'aide humanitaire et du ravitaillement. Les quelque 45 000 morts et 100 000 blessés de Gaza ne sont pas des cibles militaires. Et que dire des Libanais qui voient leur immeuble ou leur quartier réduit en cendres par l'aviation israélienne ?

L'hypocrisie des grandes puissances

Les guerres de Netanyahu ne sont possibles que par le soutien des grandes puissances, États-Unis en tête. Ils ne l'ont sans doute pas décidée, mais laissent faire, car l'administration américaine a besoin d'Israël comme d'un allié solide dans cette région stratégique. Et aujourd'hui Biden comme Trump espèrent peut-être tirer profit de l'affaiblissement de l'Iran pour renforcer leur domination sur le Moyen-Orient.

Le président américain et les dirigeants européens critiquent à demi-mot Netanyahu pour les massacres à Gaza et le risque de déstabilisation de la région – et de leurs intérêts. Pourtant ils ne font rien pour stopper Netanyahu, à commencer par cesser de fournir des équipements militaires à l'État d'Israël.

Macron joue au petit parrain colonial du Liban et parle de reconstruire ce que l'armée israélienne aura détruit, pour défendre l'influence française. Les grandes puissances impérialistes ne défendent que leurs positions économiques et stratégiques. Tout comme les pays arabes, qui se disent du côté des Palestiniens mais se moquent du sort des pauvres – à l'image du maréchal al-Sissi qui empêche les centaines de milliers de Gazaouis entassés à Rafah de pénétrer en Égypte.

Les Palestiniens et les Libanais écrasés sous les bombes ne peuvent compter que sur la solidarité des peuples révoltés par ces massacres et par leur propre condition sociale. Et sur celle que nous pouvons manifester ici, contre nos gouvernements complices. En refusant que ces guerres soient menées en notre nom, nous pouvons encourager tous ceux qui protestent au Moyen-Orient.

T'as ton ticket ?

La semaine dernière, les facteurs de Paris 15 ont eu la surprise d'avoir un nouveau process. Pour s'assurer que le brief de retour de tournée est bien effectué, la direction a créé un ticket pour accéder à la cabine pour rendre ses comptes. Certains se sont vu refoulés pour ne pas l'avoir : digne du laisser-passer A38 des douze travaux d'Astérix...

On doit faire la queue pour l'obtenir auprès de son responsable, pour ensuite faire la queue à la cabine. Tout ça pour vérifier si on fait assez de deuxième présentations.

Qu'on nous laisse tranquille ! Ça fait perdre du temps à tout le monde, aux collègues comme aux usagers. On n'a besoin de personne pour savoir ce que l'on peut mettre en seconde présentation !

Qu'on embauche !

La semaine prochaine, c'est la vente à Paris 15. Cette fois c'est plus de quinze quartiers qui sont disponibles... C'est inacceptable, il faut embaucher pour que chaque quartier ait un titulaire.

Il s'agit d'avoir une meilleure qualité de service, mais aussi d'avoir un maximum de CDI dans la boîte. Il y a trop de précaires. Et il faudra en embaucher encore plus pour la peak période qui arrive, sinon on sait que le boulot va nous retomber dessus.

Rien d'exceptionnel à vouloir se reposer

Les chefs viennent de nous annoncer que les trois repos exceptionnels (RE) à poser avant avril 2025, peuvent être payés comme les RC. La direction a dû faire ses comptes d'apothicaire et calculer que ça lui reviendrait moins cher que d'embaucher des remplaçants.

Elle compte aussi sur le fait que nos salaires minuscules nous obligeront à nous les faire payer ?

Mais nous devrions avoir les deux : les jours pour se reposer et la paye augmentée.

Taper sur les fonctionnaires pour mieux s'en prendre à tous

Le gouvernement veut récupérer quelques centaines de millions d'euros sur les salaires des fonctionnaires. Son astuce : augmenter à trois le nombre de jours d'arrêt maladie non payés (jours de carence) et réduire à 90 % la rémunération sur la durée restante de l'arrêt. Au nom bien sûr de l'égalité avec les salariés du privé.

Les représentants patronaux, eux, commencent déjà à réclamer cette soi-disant égalité pour leurs propres salariés. Car, en réalité, pour 70 % des salariés du privé,

les conventions collectives prévoient que l'employeur prenne en charge les jours de carence.

Après avoir égalisé d'un côté, il faudra égaliser de l'autre. Et au final, les travailleurs seront tous tondus, public comme privé, si on se laisse faire.

France-Maroc : ce sont les Sahraouis qui perdent

Accompagné d'une délégation forte de 122 personnes (ministres, artistes, dirigeants d'entreprise...) Emmanuel Macron a entamé une visite d'État à Rabat, où il a été accueilli par le roi Mohammed VI.

Objectif affiché : réchauffer les relations entre les deux pays après plusieurs années de brouille. Plus prosaïquement, les patrons qui accompagnent le chef de l'État espèrent que ce voyage se traduira par la signature de juteux contrats. Quant au ministre de l'Intérieur, il table sur la bonne volonté marocaine pour accepter plus de Marocains expulsés du territoire français.

Mais cette visite n'a été rendue possible que par la reconnaissance préalable par Macron de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Reconnaissance qui revient à nier le droit du peuple sahraoui à disposer de lui-même, droit qui devait se traduire par un référendum, prévu depuis 1991, que le régime marocain a toujours refusé d'organiser. Et entre défendre les intérêts des grands groupes qui sont du voyage (Engie, Alstom, Safran, TotalEnergies, Suez, Airbus, Veolia, Thalès, Colas...) et les droits des sahraouis, Macron a vite choisi.

La répression, la seule réponse des patrons

Alors que la Martinique est touchée par un mouvement profond contre la vie chère, la Guadeloupe s'est retrouvée entièrement privée d'électricité par un mouvement de grève des salariés d'EDF. Le conflit, qui dure depuis le 15 septembre, concerne l'application d'un protocole d'accord, signé à la fin d'une première grève en 2023.

À l'époque, il avait duré plus de deux mois et portait notamment sur la titularisation d'intérimaires, mais aussi sur le rattrapage de cinq ans d'arriérés de salaire.

Lundi dernier, la direction locale d'EDF avait proposé la signature d'un accord, que la fédération de l'énergie de la CGT Guadeloupe a refusé, un dernier point d'achoppement portant sur le mode de calcul des congés payés. Le préfet a annoncé un couvre-feu et la réquisition des salariés grévistes pour permettre le rétablissement de l'électricité. Pas sûr que cela les fasse reculer.